

## Métropole | Climax et biodiversité : les raisons du combat des ONG



Depuis ce jeudi 6 septembre se déroule, entre la Caserne Niel et le Rocher de Palmer, à Cenon, quatrième édition de Climax, emblématique festival porté par Darwin qui s'est assigné la lourde tâche d'informer et de sensibiliser le grand public sur les conséquences du changement climatique. Au-delà des concerts et de la programmation musicale, douze conférences sont donc organisées dans les locaux même de Darwin. Les questions des migrations humaines et des effets du réchauffement sur la biodiversité y occupent une grande place. L'une d'entre-elles, consacrée à la surpêche et à la protection des espèces, était particulièrement riche en témoignages.

### ONG : les raisons d'un combat

C'était il y a quelques jours à peine, juste après la démission officielle de Nicolas Hulot de son poste de Ministre de l'écologie. Deux cent personnalités (comédiens, écrivains, philosophes, chanteurs, journalistes, scientifiques) ont fait porter leur voix suite à un appel lancé par l'astrophysicien Aurélien Barrau et l'actrice Juliette Binoche à travers une tribune parue dans Le Monde le 2 septembre. Le sujet de leur appel ? "Réchauffement climatique, diminution drastique des espaces de vie, effondrement de la biodiversité, pollution profonde des sols, de l'eau et de l'air, déforestation rapide : tous les indicateurs sont alarmants (...) Nous considérons donc que toute action politique qui ne ferait pas de la lutte contre ce cataclysme sa priorité concrète, annoncée et assumée, ne serait plus crédible". Ce coup de projecteur médiatique ne fait que conforter les nombreuses études ayant déjà alerté sur l'actuelle sixième extinction des espèces, parmi lesquelles on retrouve l'inquiétant constat de chercheurs américains et mexicains paru en juillet dans les PNAS (Proceedings of the National Academy of Science).

Si la primatologue Jane Goodall, qui sera l'une des importantes personnalités à faire le déplacement pour cette quatrième édition du festival Climax, donnera une conférence résolument optimiste intitulée "Reasons for Hope" (des raisons d'espérer), le discours général sur cette question de la biodiversité est davantage fait pour alerter le grand public. L'une des douze conférences de cette année, tenue ce vendredi 7 septembre dans les locaux de la Caserne Niel au sein de l'écosystème Darwin, était dédiée aux questions du braconnage, de la surpêche et de la pollution et avait pour titre "la biodiversité en péril". Étaient réunis autour de la table quatre représentants d'ONG, agissant chacune à leur manière pour préserver cette biodiversité : [WWF France](#), [Bloom Wildlife Angel](#) (lutte contre le braconnage) et les activistes de [Sea Shepherd](#). Tous les quatre ont bien sûr eu leur propre mot à dire sur cette vaste question. Ils l'ont souvent fait en rappelant quelques victoires et les forces auxquelles ils faisaient face dans cette sixième disparition de masse au travers de laquelle les intérêts économiques peuvent souvent prévaloir.

### Hier et aujourd'hui

Sergio Lopez, président de Wildlife Angel, a ouvert le bal sans vraiment mâcher ses mots. "Le braconnage d'hier n'est plus du tout celui d'aujourd'hui. Nous sommes tous des bénévoles et on se rend aux côtés des rangers sur le terrain. Le seul moyen de lutter, c'est d'associer les populations locales, les communautés villageoises, coutumières et les gouvernements locaux. A chaque fois qu'on intervient, on réalise un audit pour se rendre compte de l'état de la menace et les solutions existant déjà pour y faire face. A partir de ce constat, on propose des actions adaptées à la menace. Il y a différentes raisons qui peuvent pousser au braconnage : la subsistance, le commerce, le crime environnemental ou même les réseaux terroristes. Ce qui fait la différence, c'est notre capacité à la discussion".

De son côté, Stéphane Ringuet, responsable du Programme Commerce des Espèces Sauvages chez WWF France, estime que l'objectif de l'ONG est de "travailler sur des questions diverses, notamment celles de l'habitat et des interrelations entre espèces. Le fait de communiquer sur des espèces "drapeaux" (comme les éléphants ou les pandas), c'est une façon de remporter une adhésion forte du grand public et de communiquer sur les vrais enjeux. Le trafic des espèces sauvages pèse lourd, il est au troisième ou quatrième rang derrière les armes ou les stupéfiants. Il générerait entre sept et 23 milliards de dollars par an, en dehors même du trafic de bois et de la pêche (à elle seule, entre 11 et trente milliards). L'importance des enjeux politiques et des discussions s'accroît surtout lorsque la valeur commerciale augmente. Depuis le [CITES](#) (texte de réglementation sur le commerce international des espèces sauvages), 35 000 espèces sont réglementées dont 30 000 plantes. Mais l'objectif de protéger 10% des océans de la planète coûterait entre 35 et 7 milliards d'euros. Le programme [TRAFFIC](#) travaille pour aider des états à opérer une surveillance sur le commerce international. Au sein de l'ONG, on travaille sur la source, le trafic et la demande pour éradiquer ces réseaux criminels. Le but est d'arriver à modifier les comportements, notamment en augmentant les efforts demandés pour avoir accès à ces ressources et en diminuant la récompense".

## Constat scientifique

Du côté de la pêche, il y a deux écoles. L'approche scientifique est représentée par Frédéric Le Manach, directeur de recherche de l'association Bloom. Pour lui, "on peut faire disparaître des espèces au niveau local et créer des zones mortes où seules vivent des créatures qui peuvent survivre sans oxygène comme les bactéries ou les virus. L'impact du réchauffement climatique sur les poissons est réel puisqu'ils dépendent de leur milieu. Dans les pays de ceinture de l'équateur, ceux dont le commerce dépend le plus de la pêche, les poissons s'en vont. L'eau devient trop chaude et ils migrent vers les pôles. On estime déjà le dépeuplement de 50 à 60% d'ici cinquante ans, ce qui risque de créer beaucoup de problèmes économiques. L'expert est longuement revenu sur un sujet qui fait régulièrement la une de l'actualité, et rarement pour les bonnes raisons : les phénomènes de surpêche. "Avec l'expansion de la pêche depuis la révolution industrielle, on a dû aller plus loin, plus profond pour chercher des populations de poissons très vulnérables à 2000 ou 2500 mètres de profondeurs. On le voit sur des espèces comme le krill, pourtant situées très bas dans la chaîne alimentaire, mais qui est aujourd'hui exploitée pour produire des pilules d'oméga 3, par exemple... On sait que plus du tiers des espèces de poissons sauvages sont surexploités. Le paradoxe, c'est que si on réduisait cette surexploitation, on aurait plus de poissons à pêcher. Ce contre quoi on lutte, ce sont ces subventions accordées à la pêche, ces intérêts privés colossaux qui maintiennent les bateaux en mer. Mais pour amorcer un changement, il faudrait arriver à retrouver un équilibre d'exploitation tenable et favoriser des méthodes de pêche plus responsables".

L'association Bloom a eu un écho médiatique important au cours de deux campagnes, dont la dernière est toujours en cours : la lutte contre le chalutage en eaux profondes, pour laquelle ils ont obtenu une interdiction au sein de l'Union Européenne en janvier 2017, et celle, plus récente, contre [la pêche électrique](#), un phénomène qui "menace les artisans et présente des impératifs sociaux, pour une pratique qui était interdite il y a encore quelques années. Nous avons obtenu [son interdiction](#) devant le Parlement Européen en janvier dernier, mais il reste encore aux états à valider. Les Pays-Bas ont déployé une véritable task force pour convaincre les autres pays de ne pas le faire. Dernièrement, trois députés néerlandais ont demandé notre radiation, en dénonçant le coût, jugé dérisoire, de notre lobbying (moins de 10 000 euros par an) et en le remettant en cause. Nous avons été audité et avons soumis des preuves. Le plus drôle, c'est que leur propre lobby a été audité et que lui aussi déclarait moins de 10 000 euros par an en budget de lobbying. Ils ont depuis changé leur déclaration dans le registre européen et cette somme est passée à entre 1 et 1,5 millions d'euros par an. Pour comparer, c'est le montant déclaré par Monsanto. Voilà contre quoi on lutte".

## La méthode activiste

Et puis il y a la méthode plus active. Activiste, dirons nous même. C'est le cas de Laurent Buckley, enrôlé dans l'OBG Sea Sheperd, qui a pour elle l'emblématique et très relayé combat contre les japonais et leur pêche à la baleine, "un combat que nous avons abandonné car on faisait face à des forces trop puissantes". Qu'importe, l'attention de Sea Sheperd s'est portée ailleurs. En "force opérationnelle", ses membres interviennent en mer, physiquement, pour bloquer les bateaux pratiquant la surpêche. Mais ils ne le font pas au mépris des lois, comme en témoigne justement Laurent Buckley.

"On a mené environ 25 campagnes à travers le monde depuis 2014, notamment en Afrique de l'Ouest, un secteur qui concentre jusqu'à 40% des pratiques de pêche illégale. Ce sont des pays qui n'ont pas toujours les moyens de contrôler leurs eaux territoriales, dans lesquelles ces pratiques s'exercent 90% du temps. Face à cette surexploitation et en l'absence de pêche industrielle locale, les populations sont mises au chômage technique. Lors de nos premières opérations, on a donc envoyé des bateaux pour patrouiller et procéder à des arrestations. Mais on s'est retrouvés confrontés à une limite : nous avons certes l'accord politique, mais pas celui de l'armée. Par la suite, au Gabon, on s'est assurés d'avoir l'accord de toutes les branches concernées. Au cours des opérations, on fournit les bateaux et les équipes sont formées pour patrouiller. En échange, on nous fournit la possibilité d'embarquer des agents opérationnels pour contrôler les cargaisons. Ce sont souvent des gouvernements qui n'ont pas les moyens financiers de lutter mais qui ont une volonté politique très forte. La Tanzanie, par exemple, a mis sur pied une force d'intervention multi-services avec des agents spécialistes de la lutte contre le trafic de drogues, d'êtres humains ou du bois de mangrove. En six mois, nous avons contrôlé 29 bateaux illégaux. 19 ne sont jamais revenus".

Jusqu'à, parfois, se confronter à des phénomènes de "connivence passive", comme le cas de la pêche au bar sur la [côte atlantique](#), responsable de la mort de milliers de dauphins. On l'a vu, donc, les pratiques, de la diplomatie à l'action, sont souvent très différentes pour ces ONG. Mais leur objectif, en revanche, est commun : tenter de sauver ce qui reste. Ces témoignages centrés sur le thème de la biodiversité ne sont qu'une petite partie de ceux que vous pouvez retrouver jusqu'à

dimanche dans cette quatrième édition de Climax où s'étaient réunis environ 5000 personnes l'an dernier. Si celui de Jane Goodall est évidemment très attendu (un écran géant sera d'ailleurs installé pour que tous ceux qui ne pourront pas entrer dans la salle puissent quand même suivre la conférence), une grande marche pour le climat viendra le précéder. Chacun ses méthodes, pourvu que le but soit partagé...



Romain Béte

*Crédit Photo :*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 07/09/20*

*[Url de cet arti](#)*